



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché (avis rectificatif)

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-1867>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **26-1867**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Forme juridique de l'acheteur : Autorité régionale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Exploitation de la centrale de réservation du transport à la demande (TàD) d'Ile-de-France Mobilités

Description : Conformément à la délibération n°2017/123 du Conseil d'Administration d'Île-de-France Mobilités du 22 mars 2017, le présent marché a pour objet la mise en place, l'exploitation d'un Centre de services et l'intégration de réseaux TAD pour le transport à la demande en Île-de-France tel que décrit dans les 6 missions ci-dessous. - Mission 1 : reprise des services de TàD existants, mise en place d'une solution de réservation de TàD et l'intégration dans la plateforme MaaS Île-de-France Mobilités (PRIM) ; - Mission 2 : intégration de nouveaux services de TàD labellisés ou modifications significatives aux services existants ; - Mission 3 : exploitation du Centre de services sur le périmètre des TàD labellisés et intégrés au centre de services ; - Mission 4 : mise en place et gestion un Centre d'appel et d'un serveur vocal interactif ; - Mission 5 : conseils et études de programmation de TàD - Mission 6 : appui au pilotage de la performance et de la qualité de service. Les objectifs ainsi que les conditions d'exécution des prestations attendues, sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Identifiant de la procédure : 09da6f0b-11ea-4396-8270-2474e0f987d7

Identifiant interne : 2025-096

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

Principales caractéristiques de la procédure : La présente consultation est un appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 63710000 Services d'appui dans le domaine des transports terrestres

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 0 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 10,000,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Si la procédure est annulée ou infructueuse, elle sera relancée

Informations complémentaires : La dévolution en lots séparés étant de nature à restreindre la concurrence et de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations, le présent marché n'est pas alloté conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique. En effet, cela est lié à une cohérence de gestion et une interconnexion des prestations liées au service TàD à prendre en compte : exploitation de la solution et des différents canaux de résa, suivi de la performance du service, connaissance du produit/du marché et études d'extension et d'amélioration des services en adéquation avec la solution.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion : Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Exploitation de la centrale de réservation du transport à la demande (TàD) d'Île-de-France Mobilités

Description : Conformément à la délibération n°2017/123 du Conseil d'Administration d'Île-de-France Mobilités du 22 mars 2017, le présent marché a pour objet la mise en place, l'exploitation d'un Centre de services et l'intégration de réseaux TAD pour le transport à la demande en Île-de-France tel que décrit dans les 6 missions ci-dessous. - Mission 1 : reprise des services de TàD existants, mise en place d'une solution de réservation de TàD et l'intégration dans la plateforme MaaS Île-de-France Mobilités (PRIM) ; - Mission 2 : intégration de nouveaux services de TàD labellisés ou modifications significatives aux services existants ; - Mission 3 : exploitation du Centre de services sur le périmètre des TàD labellisés et intégrés au centre de services ; - Mission 4 : mise en place et gestion un Centre d'appel et d'un serveur vocal interactif ; - Mission 5 : conseils et études de programmation de TàD - Mission 6 : appui au pilotage de la

performance et de la qualité de service. Les objectifs ainsi que les conditions d'exécution des prestations attendues, sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Identifiant interne : 2025-096

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 63712000 Services d'appui dans le domaine des transports routiers

Options :

Description des options : Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de de la commande publique, le présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché public pour la réalisation de prestations similaires, passé sans mise en concurrence ni publicité préalable. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du marché.

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 10,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Le présent marché s'exécute sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à prix global et forfaitaire et à prix unitaires exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. La part à prix unitaires est encadrée par un montant maximum de dépenses. Les prestations qui feront l'objet d'émission de bons de commande seront notifiées au titulaire du ma au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées au présent CCAP. Le prix global et forfaitaire est indiqué à l'acte d'engagement du marché. L'accord-cadre, pour sa part à prix unitaires, est passé sans engagement minimum de dépenses. Sur sa durée totale, Île-de-France Mobilités pourra commander des prestations dans la limite des montants maximum suivants : Seuil minimum : sans objet ; Seuil maximum : 10 000 000,00 euros HT En application de l'article R2151-8, les variantes sont interdites. Le marché est conclu pour une durée ferme de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification. La

période de préparation des prestations, notamment d'initialisation du centre de service débutera à compter de la notification du présent marché. Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-TIC, les délais d'exécution des prestations d'exploitation du Centre de services débuteront à compter du 1er octobre 2026, sous réserve de l'émission d'un ordre de service émis pendant la période d'initialisation du centre. Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'Acheteur a décidé d'inclure dans cette consultation une clause sociale obligatoire favorisant l'accueil de jeunes en stage dans l'entreprise (cf. CCAP). Le marché comporte des conditions particulières d'exécution à caractère environnemental décrites dans l'article 1.14 du CCAP. L'Acheteur auditionnera l'ensemble des soumissionnaires ayant déposé une offre qui n'est pas déclarée irrégulière (sauf régularisation), inacceptable, inappropriée ou anormalement basse. Conformément à l'article R2161-5 du code de la commande publique, cette séance d'audition sera l'occasion pour l'acheteur de demander des précisions sur la teneur de son offre, notamment sur les réponses aux cas pratiques (SC1.4).

5.1.7 Marché public stratégique

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Inscription à un registre du commerce

Description : • Une lettre de candidature (ou imprimé DC1), complétée et datée. En cas de groupement, les candidatures seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. ou à défaut : • Déclaration sur l'honneur pour juger qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. NB : la signature de la lettre de candidature n'est pas requise. Toutefois, conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, l'Acheteur n'exigera que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché • Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, le soumissionnaire produit la copie du ou des jugements prononcés ; • Une déclaration du soumissionnaire (ou imprimé DC2), complétée, datée

Critère : Chiffre d'affaires annuel moyen

Description : • Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du soumissionnaire et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois (03) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; S'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière, le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme approprié par l'Acheteur. Sont considérés comme des moyens de preuve appropriés : bon de commandes, factures, business plan validé par toute personne indépendante justifiant des compétences à cet égard. • Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : • Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. • Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. • Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché. • Déclaration concernant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 : Valeur technique (sur 70 points) Sous-Critère 1 (SC1) - Capacité du Centre de services à répondre aux besoins fonctionnels d'exploitation (sur 12 points) Sous-Critère 2 (SC2) - Qualité de l'offre de prestations d'études et de conseils TàD (sur 12 points) Sous-critère 3 (SC3) - Pertinence de l'architecture technique proposée (sur 12 points) Sous-critère 4 (SC4) - Pertinence des réponses au cas pratique (sur 22 points) Sous-critère 5 (SC5) - Dimensionnement et cohérence de l'organisation (sur 12 points)

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Critère 2 : Prix (sur 30 points) Le soumissionnaire sera évalué sur la base du montant total TTC de sa DPGF (hors les prix relatifs à la mission 1 relative à la mise en place du service sur le périmètre existant, intégration dans les applicatifs IDFM et fin de marché) et de son DQE

Catégorie du critère d'attribution seuil : Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution : 30

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2025_POGqDjtx8S

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2025_POGqDjtx8S

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement de l'avance est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 04/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Un accord de confidentialité est requis : oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Les informations relatives au marché 2025-096, transmises par Île-de-France Mobilités au titulaire ou tout membre du groupement ou sous-traitant pendant toute la durée du marché, sont délivrées à titre personnel et sont strictement confidentielles.

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : Les prestations seront financées selon les modalités suivantes. Le financement se fera sur les fonds propres de l'établissement.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : CCIRA de PARIS - Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : L'instance chargée des procédures de recours et pouvant donner les informations nécessaires sur les modalités de celles-ci est la suivante : Tribunal administratif de Paris 7, Rue de Jouy - 75004 Paris Téléphone : 01.44.59.44.00 Télécopie : 01.44.59.46.46 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr Organe chargé des procédures des médiations : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges Préfecture de la région Île-de-France Préfecture de Paris 5, rue Leblanc 75911 Paris cedex 15 Tél. : 01 82 52 42 67 ou 01 82 52 40 00 Fax : 01 82 52 42 95 Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france> Recours possibles : Avant la signature du marché : - Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Après la signature du marché : - Un référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ; - Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'État, 4 avril 2014, n°358994, Département de Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ile de France Mobilités

Organisation qui traite les offres : Ile de France Mobilités

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Numéro d'enregistrement : 28750007800020

Adresse postale : 39bis-41 rue de Châteaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : alexandre.petit@iledefrance-mobilites.fr

Téléphone : 0153592139

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2025_qTqJuNAhbo

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Département : Organisation chargée des procédures de recours Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Adresse postale : 7, Rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75004

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0005

Nom officiel : CCIRA de PARIS - Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750151700011

Département : Direction des affaires juridiques - Organisation chargée des procédures de médiation

Adresse postale : 5 Rue LEBLANC

Ville : Paris

Code postal : 75911

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : Ccira@paris-idf.gouv.fr

Téléphone : 0182524272

Télécopieur : 0182524295

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : 2ba2efe1-ab45-4cb1-8f4f-4b52ba7d9e34-01

Principale raison de la modification : Mise à jour d'informations

Description : La DLRO du présent marché est reportée au 13/02/2026 à 12h00 afin de permettre aux candidats de formuler la meilleure offre possible.

10.1 Modification

Identifiant de la section : LOT-0001

Description des modifications : La DLRO du présent marché est reportée au 13/02/2026 à 12h00 afin de permettre aux candidats de formuler la meilleure offre possible.

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 26ee1804-4fdb-4713-b34e-c30b7d069197 - 02

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 08/01/2026 à 10:36

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 08/01/2026